



MAIRIE DE POMMEUSE

77515

COMPTE-RENDU DE LA RÉUNION

DU CONSEIL MUNICIPAL DU MERCREDI 15 DÉCEMBRE 2021

**Date de
convocation :**
8 décembre 2021

Date d'affichage :
20 décembre 2021

En exercice : 22
Présents : 14
Votants : 19

L'an deux mil vingt et un, le quinze décembre à 19 heures.

Le Conseil Municipal de la Ville de Pommeuse, légalement convoqué, s'est réuni en séance publique en mairie sous la Présidence de Monsieur Christophe DE CLERCK, Maire.

Etaient Présents :

MM Christophe DE CLERCK, Mme Lysiane FINOT, Mr Michel DE LANGLOIS, Mme Louise MICHENAUD, Mr Franck BONNASSIEUX, Mme Stéphanie REBEYROLLE, Mr Jean-Jacques HERRGOTT, Mme Martine HERRGOTT, Mme Thérèse COLIN, Mr Dominique DUBECQ, Mr Franck DUPUIS, Mr David LAURELUT, Mme Charline LECLERE, Mr Victor IGNASIAK

Formant la majorité des membres en exercice et pouvant délibérer valablement conformément à l'article L 2121-17 du Code Général des collectivités territoriales.

Absents excusés ayant donné procuration :

Mme Pascale LAVERDURE à Mr Christophe DE CLERCK
Mme Nathalie PONCET à Mme Stéphanie REBEYROLLE
Mr Kaci AGOUN à Mme Lysiane FINOT
Mme Héloïse DELAHOUILLE DEVISMES à Mr Jean-Jacques HERRGOTT
Mme Aurore BAUDOUIN à Mme Charline LECLERE

Absents :

Mme Chantal BRUGEAT, Mr Sébastien CREPIN. Mr Valentin BARUGOLA

Monsieur le Maire a procédé à l'appel nominal des membres du Conseil Municipal.
Monsieur Mr Franck DUPUIS a été nommé secrétaire de séance, conformément à l'article L 2121-15 du Code Général Collectivités Territoriales.

Le Procès-Verbal de la séance du 18 novembre 2021 a été adopté à l'unanimité.

N°2021.12.15.01

**7.2.2 FISCALITÉ. COMMUNE - VOTE DES TAUX DES IMPOTS LOCAUX
ANNEE 2022**

Monsieur Le Maire propose la fixation des taux des impôts pour l'année 2022.
VU le Code Général des Collectivités Territoriales et notamment ses articles L 2311.1 et suivants, L 2331 et suivants.
VU la loi 80.10 du 10 Janvier 1980 portant aménagement de la fiscalité directe locale,
VU la réforme de la fiscalité locale adoptée par la loi de finances 2010,
LE CONSEIL MUNICIPAL,
APRES AVIS de la commission des finances du 30 novembre 2021.
ENTENDU l'exposé de Monsieur Le Maire et de Mr Michel DE LANGLOIS, adjoint.
APRES EN AVOIR DÉLIBÉRÉ

A L'UNANIMITÉ (dont 1 abstention Mr Victor IGNASIAK)
Fixe comme suit les taux d'imposition pour l'année 2022 :

	TAUX 2022
FONCIER BATI (FB)	39,27 %
FONCIER NON BATI (FNB)	50,29 %

N°2021.12.15.02

7.1.2 DÉCISIONS BUDGÉTAIRES.VOTE DES SUBVENTIONS COMMUNALES 2022

Monsieur Le Maire fait part au Conseil Municipal des demandes de subventions faites par les associations communales.

LE CONSEIL MUNICIPAL,

VU des demandes des Associations,

CONSIDERANT leur intérêt au niveau du dynamisme culturel et sportif local,

APRÈS AVIS de la commission des finances du 30 novembre 2021,

ENTENDU l'exposé de Madame Lysiane FINOT, 1^{ère} Adjointe,

APRES AVOIR DÉLIBÉRÉ

A L'UNANIMITÉ

Fixe comme suit le montant des subventions pour l'année 2022 aux associations, au CCAS et à la caisse des écoles et à la coopérative scolaire :

ASSOCIATIONS	SUBVENTIONS 2022
ACTP TENNIS	300€
ACPB VÉLO	100€
POMD'HAPPY	200€
CCWT	300€
ANCIENS COMBATTANTS	500€
ASSOCIATIONS DES DONNEURS DE SANG	100€
CLUB DE LOISIRS	1 800€
CROC LIVRES	2 500€
JEUNES SAPEURS POMPIERS	100€
LES GAMINS DU MORIN	450€
MUSICA POM	400€
TIRS BOUCHONS	300€
UFPFD FOOT	3400€
THÉÂTRE LES P'TITS ENTONOIRS	200€
DIVERS	750€
CROIX ROUGE	100€
ENTRAIDE DEPLACEMENTS	500€
SOUS-TOTAL	12 000€
CCAS	24 000€
COOPERATIVE SCOLAIRE	10 500€
CAISSE DES ECOLES	30 000€

N°2021.12.15.03**7.1.2 DÉCISIONS BUDGÉTAIRES.VOTE DES TARIFS 2022 POUR LES SALLES COMMUNALES.**

Monsieur Le Maire fait part au Conseil Municipal des propositions de tarifs pour les locations des salles communales pour 2022.

VU le Code Général des Collectivités Territoriales,

APRES AVIS de la commission des finances du 30 novembre 2021,

Le Conseil Municipal,

ENTENDU l'exposé de Madame Lysiane FINOT, 1^{ère} Adjointe,

APRÈS EN AVOIR DÉLIBÉRÉ

A L'UNANIMITÉ (dont 2 abstentions Mme Charline LECLERE et Mme Aurore BAUDOIN).

Fixe comme suit les montants des locations des salles à compter du 1^{er} janvier 2022.

TARIFS DES SALLES COMMUNALES

OBJET	TARIFS 2022
	HABITANTS DE LA COMMUNE
	TARIF WEEK END 560 € le week end
	TARIF A LA JOURNEE 330 € la journée
	HABITANTS HORS COMMUNE
	TARIF WEEK END 950 € le week end
	TARIF A LA JOURNEE 550 € la journée
	ASSOCIATIONS
	ASSOCIATIONS COMMUNALES 140 € la journée
	ASSOCIATIONS HORS COMMUNE 270 € la journée
	HABITANTS DE LA COMMUNE
	TARIF WEEK END 380 € le week-end
	TARIF A LA JOURNEE 240 € la journée
	HABITANTS HORS COMMUNE
	TARIF WEEK END 650 € le week-end
	TARIF A LA JOURNEE 390 € la journée
	ASSOCIATIONS COMMUNALES 100 € la journée
	ASSOCIATIONS HORS COMMUNE 200 € la journée
	HABITANTS DE LA COMMUNE
	TARIF A LA JOURNEE 70 € la journée
	TARIF 1/2 JOURNEE 40€ 1/2 journée
	HABITANTS HORS COMMUNE
	TARIF A LA JOURNEE 100 € la journée
	TARIF 1/2 JOURNEE 60 € la 1/2 journée
	ASSOCIATIONS COMMUNE
	TARIF A LA JOURNEE 70 € la journée lundi au vendredi hors période scolaire
	TARIF 1/2 JOURNEE 40 € 1/2 journée lundi au vendredi hors période scolaire
	ASSOCIATIONS HORS COMMUNE
	TARIF A LA JOURNEE 100 € la journée lundi au vendredi hors période scolaire
	TARIF 1/2 JOURNEE 60€ 1/2 journée lundi au vendredi hors période scolaire
	FORFAIT AUTO-ENTREPRENEUR DE LA COMMUNE 40 € 1/2 journée lundi au vendredi hors période scolaire

N°2021.12.15.04**7.1 DÉCISIONS BUDGÉTAIRES : COMMUNE BUDGET PRIMITIF 2022 - PROGRAMME GLOBALISÉ D'EMPRUNT**

Monsieur le Maire précise qu'il convient de prévoir un emprunt en recette d'investissement d'un montant total de 590 328€ (un court terme de 24 mois dans l'attente du versement de la totalité des subventions et du remboursement de la TVA pour 200 000€ et un long terme de 390 328€ pour le financement d'une part des investissements 2022).

Après avis de la commission des finances du 30 novembre 2021

LES PRINCIPAUX INVESTISSEMENTS PROGRAMMÉS SONT :

OBJET	MONTANT DE L'INVESTISSEMENT 2022	MONTANT ESTIMÉ L'EMPRUNT
Extension de la restauration scolaire	380 000€ (1/2 des travaux)	259 000 €
Aménagement Accueil mairie	99 000€ (1/2 des travaux)	41 000 €
Aménagement de la Gare Routière	60 000 €	
Réseaux de voirie	100 000 €	
Installations de voirie	40 000 €	
Aménagement lotissement des Iris	400 000 €	90 328 €
Mobilier matériel informatique	45 000 €	
Matériel et outillage	45 000 €	
Rachat bâtiment technique	187 500 €	
SOUS TOTAL		390 328 €
TOTAL	1 356 500 €	
COURT TERME SUBVENTION ET TVA		200 000 €
TOTAL EMPRUNT		590 328 €

LE CONSEIL MUNICIPAL

VU le Code Général des Collectivités Territoriales,

ENTENDU l'exposé de Monsieur Le Maire,

APRES EN AVOIR DELIBÉRÉ

A L'UNANIMITÉ

ADOpte le programme globalisé d'emprunt du budget primitif 2022 fixé à 590 328€.

DONNE pouvoir à Monsieur Le Maire pour réaliser les emprunts et passer les actes à cet effet.

N°2021.12.15.05

7.1.2.1 DÉCISIONS BUDGÉTAIRES. BUDGET PRIMITIF DE LA COMMUNE 2022.

Monsieur Le Maire expose au Conseil Municipal les conditions de préparation du Budget Primitif 2022.

LE CONSEIL MUNICIPAL,

VU le Code Général des Collectivités Territoriales et notamment ses articles L 1612.1 et suivants L 2311.1 à 2343.2,

APRES AVIS de la commission des finances du 30 novembre 2021,

ENTENDU l'exposé de Monsieur Le Maire et de Monsieur Michel DE LANGLOIS, Adjoint,

APRES AVOIR DÉLIBÉRÉ,

A L'UNANIMITÉ

-ADOPTÉ par chapitre le Budget Primitif 2022 de la Commune arrêté comme suit :

	DEPENSES	RECETTES
FONCTIONNEMENT	2 412 903 €	2 412 903 €
INVESTISSEMENT	1 519 143 €	1 519 143 €
TOTAL	3 932 046 €	3 932 046 €

PRECISE que le budget communal de l'exercice 2022 a été établi en conformité avec la nomenclature M14.

N°2021.12.15.06

5.7 INTERCOMMUNALITÉ MODIFICATION DES STATUTS DE LA COMMUNAUTE D'AGGLOMERATION COULOMMIERS PAYS DE BRIE

VU le Code Général des Collectivités Territoriales

VU l'arrêté préfectoral 2019/DRCL/BLI/n°116 du 25 octobre 2019 portant création de la communauté d'agglomération issue de la fusion de la communauté d'agglomération Coulommiers Pays de Brie et de la communauté de communes du Pays Créçois

VU les projets de statuts et annexe de la communauté d'agglomération Coulommiers Pays de Brie,

VU la délibération du conseil communautaire du 7 octobre approuvant la modification des statuts et de son annexe

LE CONSEIL MUNICIPAL,
ENTENDU l'exposé de Monsieur Le Maire,
APRES AVOIR DÉLIBÉRÉ,
A L'UNANIMITÉ

EMET un avis FAVORABLE aux statuts modifiés et à l'annexe de la communauté d'Agglomération Coulommiers Pays de Brie.

Les statuts et l'annexe seront joints à la présente délibération.

N°2021.12.15.07

5.7 INTERCOMMUNALITÉ RAPPORT SUR L'ACTIVITE 2020 DE LA COMMUNAUTE D'AGGLOMERATION COULOMMIERS PAYS DE BRIE

L'article L.5211-39 du Code Général des Collectivités Territoriales fixe les obligations des EPCI en matière de transparence : « Le Président de l'Établissement Public de Coopération Intercommunale adresse chaque année au maire de chaque commune membre un rapport retraçant l'activité de l'établissement. Ce rapport fait l'objet d'une communication par le maire au conseil municipal en séance publique au cours de laquelle des délégués de la commune à l'organe délibérant de l'établissement public de coopération intercommunale peuvent être entendus.

Les maires étant tenus de communiquer ce rapport à leurs conseils municipaux lors d'une séance publique, ils ne formalisent toutefois pas d'obligation concernant la forme de ce document.

Le rapport 2020 est annexé à la présente délibération.

Vu le Code Général des Collectivités Territoriales,

Vu le rapport sur l'activité 2020 présenté en conseil communautaire du 7 octobre 2021,

LE CONSEIL MUNICIPAL,

ENTENDU l'exposé de Monsieur Le Maire,

APRES AVOIR DÉLIBÉRÉ,

A L'UNANIMITÉ,

Prend acte du Rapport d'Activités 2020 de la communauté d'Agglomération Coulommiers Pays de Brie.

N°2021.12.15.08

**1.4 AUTRES TYPES DE CONTRATS- TRAVAUX CONCERNANT LE RESEAU
ECLAIRAGE PUBLIC PROGRAMME 2022 RUE DES GODETS, RUE DE
MONTMARTIN ET RUE DE PARIS**

Considérant l'arrêté inter-préfectoral n°2019/8 du 19 février 2019 portant modifications statutaires du SDESM

Considérant que la commune de Pommeuse est adhérente au Syndicat Départemental des Energies de Seine et Marne (SDESM) ;

Considérant l'Avant-Projet Sommaire réalisé par le SDESM à l'occasion d'un projet d'éclairage public rue des Godets, Rue de Montmartin, Rue de Paris,

Le montant des travaux est estimé d'après l'Avant -Projet Sommaire à 24 453 € HT.

LE CONSEIL MUNICIPAL,

ENTENDU l'exposé de Monsieur Le Maire,

APRES AVOIR DÉLIBÉRÉ,

A L'UNANIMITÉ,

APPROUVE le programme de travaux et les modalités financières d'après l'avant-projet sommaire (APS)

TRANSFERE au SDESM la maîtrise d'ouvrage pour les travaux concernés.

DEMANDE au SDESM de lancer les études et les travaux concernant le réseau d'éclairage public de la Rue des Godets, Rue de Montmartin, Rue de Paris.

DIT que les crédits nécessaires seront inscrits au budget primitif de l'année de réalisation des travaux.

AUTORISE M. le Maire à signer la convention de transfert de maîtrise d'ouvrage relative à la réalisation des travaux, jointe en annexe, ainsi que les éventuels avenants et tout document nécessaire à sa passation ou son exécution.

AUTORISE le SDESM à évacuer et à mettre en décharge spécialisée les points lumineux déposés afin d'effectuer le traitement et le recyclage des déchets.

N°2021.12.15.09

**1.4 AUTRES TYPES DE CONTRATS. APPROBATION DE LA CONVENTION
UNIQUE ANNUELLE RELATIVE AUX MISSIONS OPTIONNELLES DU CENTRE
DE GESTION DE LA FONCTION PUBLIQUE TERRITORIALE DE SEINE-ET-
MARNE**

Vu le Code Général des Collectivités Territoriales,

Vu la loi n° 84-53 du 26 janvier 1984 portant dispositions statutaires relatives à la fonction publique territoriale et notamment les articles 22, 23-I, 24 alinéa 2 et 25 ;

Vu la convention unique annuelle relative aux missions optionnelles du Centre de gestion de la Fonction publique territoriale de Seine-et-Marne ;

Vu la délibération du conseil d'administration du Centre de gestion de Seine-et-Marne du 25 novembre 2021 approuvant les termes de la convention unique annuelle relative aux missions optionnelles du Centre de gestion de Seine-et-Marne.

Considérant l'exposé des motifs ci-après :

La loi du 26 janvier 1984 prévoit le contenu des missions optionnelles que les Centres de gestion de la Fonction publique territoriale sont autorisés à proposer aux collectivités affiliées ou non affiliées de leur département.

Que ces missions sont détaillées aux articles 23-I, 24 alinéa 2 et 25 de la loi précitée : que leur périmètre couvre les activités de conseils et formations en matière d'hygiène et sécurité, de gestion du statut de la Fonction publique territoriale, de maintien dans l'emploi des personnels inaptes, d'application des règles relatives au régime de retraite CNRACL.

Que l'accès libre et révocable de la collectivité à ces missions optionnelles suppose néanmoins un accord préalable valant approbation.

Que le Centre de gestion de la Fonction publique territoriale de Seine-et-Marne en propose l'approbation libre et éclairée au moyen d'un seul et même document cadre, dénommé « convention unique ».

Que ce document juridique n'a de portée qu'en tant que préalable à l'accès à une, plusieurs ou toutes les prestations optionnelles proposées en annexes.

Que la collectivité cocontractante n'est tenue par ses obligations et les sommes dûes, qu'avec la dûe production d'un bon de commande ou bulletin d'inscription, aux prestations de son libre choix, figurant en annexes.

LE CONSEIL MUNICIPAL,
ENTENDU l'exposé de Monsieur Le Maire,
APRES AVOIR DÉLIBÉRÉ,
A L'UNANIMITÉ

DÉCIDE

ARTICLE 1 :

La convention unique pour l'année 2022 relative aux missions optionnelles du Centre de gestion de la Fonction publique territoriale de Seine-et-Marne, est approuvée.

ARTICLE 2 :

Monsieur le Maire est autorisé à signer ledit document cadre et ses éventuels avenants.

La convention sera annexée à la présente délibération

N°2021.12.15.10

9.1 INFORMATIONS DIVERSES

Compte rendu GRDF :

Monsieur Le Maire fait part à l'assemblée de sa rencontre avec la référente GRDF et donne les informations contenues dans le rapport d'activités.

Fonds d'aménagement communal (FAC) entre le département de Seine et Marne et la commune de Pommeuse :

Monsieur Le Maire informe le conseil, sur le comité de suivi du 6 décembre 2021, au cours duquel, il a présenté notre dossier et les élus du département ont validé le programme d'actions prévisionnels et l'enveloppe de subvention départementale de 300 000€ sur les deux projets :

1/Extension et mise aux normes de la restauration scolaire.

2/ Réaménagement et mise aux normes de l'accueil de la mairie.

Le dossier a fait l'objet d'une présentation au Comité de Pilotage Départemental le 8 décembre 2021, et sera présenté en Assemblée Départementale le 4 février 2022.

Extension de la restauration scolaire :

Monsieur Le Maire distribue la note de synthèse réalisée par le Maître d'œuvre Mr Alexis Dansette, Architecte sur le projet de l'extension de la restauration scolaire.

Une réunion sera prochainement organisée (élus, maître d'œuvre et responsable cantine) avant d'engager la consultation des entreprises.

VU le Code Général des Collectivités Territoriales,
LE CONSEIL MUNICIPAL,
APRES EN AVOIR DELIBÉRÉ

PREND BONNE NOTE DE CES INFORMATIONS,

A 20h10 l'ordre du jour étant épuisé la séance est levée.

Affiché le 20 décembre 2021

Le Maire
Christophe DE CLERCK

